

9 juin 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Jacques Santer, Président de la commission des Communautés européennes, sur le conflit bosniaque et la création d'une Force de réaction rapide franco-britannique, et sur la préparation de la réunion du G7 et du conseil européen, Paris le 9 juin 1995.

Merci à chacune et à chacun d'entre vous d'être venus pour ce compte rendu de notre réunion malgré l'heure un peu tardive, mais les engagements ont été respectés en ce qui concerne l'horaire. La tradition, en général, veut que le Président en exercice de l'Union fasse avant le conseil de fin de présidence une visite à chacune des capitales concernées. C'est-à-dire à 14 capitales. Les circonstances politiques françaises, la date de l'élection présidentielle et la date de la prise de fonction ne m'ont pas permis de répondre à cette exigence et par conséquent j'ai invité les chefs d'Etat et de gouvernement des 14 autres pays de l'Union pour un dîner de travail informel avec le Président de la Commission, bien entendu et je les remercie d'avoir bien voulu accepter cette procédure. Je n'ai pas besoin de vous dire que le dîner a été, je dirai à la fois agréable et chaleureux, comme il se doit en famille. Nous avons évoqué les problèmes liés aux prochaines échéances, qui sont dans l'ordre des dates, le sommet euro-américain où M. Santer et moi-même nous rendons le 14 juin, puis le G7 Halifax le 16 et le 17 et enfin le Conseil européen de Cannes le 26 et le 27 juin. S'agissant du sommet euro-américain, nous avons été brefs en rappelant simplement la nécessité de renforcer les liens transatlantiques, point sur lequel nous sommes tous d'accord notamment dans les domaines de la sécurité, de l'économie et des relations scientifiques et culturelles et ceci naturellement dans le respect de l'unité et de la spécificité de l'Europe et aussi dans le respect des intérêts de l'Europe. En clair dans le cadre du renforcement du pilier européen.

Alors s'agissant de Halifax, les messages que, au nom de la Communauté, au nom de l'Union, j'ai l'intention de faire passer portent sur un certain nombre de sujets : le premier c'est l'emploi, cela va de soi et je souhaite - vous savez que cela a déjà eu lieu une fois avec des résultats d'ailleurs qui n'étaient pas négligeables - que l'on décide une nouvelle réunion ministérielle début 96 sur l'emploi. D'autre part, j'évoquerai le rôle des institutions financières, les difficultés que l'on a connues dans ce domaine à la suite de la crise mexicaine ou de la crise qui a frappé une grande banque britannique montrent que les institutions financières doivent être en mesure de réagir lorsque c'est nécessaire, ce qui suppose qu'on réfléchisse un peu à nouveau à leur rôle. - Il s'agit aussi du maintien de l'aide au développement. On assiste aujourd'hui dans certains pays du monde, certains pays riches, à une espèce de tentation au repli sur soi et à une remise en cause des efforts d'aide au développement. C'est-à-dire des efforts de solidarité. C'est un immense danger pour une planète, où le nombre des pays pauvres s'accroît et où la démographie de ces pays est telle que si l'on ne trouve pas les moyens de développer sur leur sol les activités économiques permettant aux populations de se fixer chez elles - ce que naturellement elles

économiques permettant aux populations de se fixer chez elles - ce que naturellement elles souhaitent - on créera des forces de déstabilisation planétaire considérables. Donc, les raisons d'ordre moral s'ajoutant aux raisons d'ordre politique, il faut renforcer nos moyens d'aide au développement et non pas les diminuer - comme on a tendance à l'observer hélas aujourd'hui chez certains - cela suppose notamment que les procédures des institutions internationales - je pense en particulier aux procédures de la Banque mondiale qui doit incontestablement reconstituer les fonds de l'aide internationale au développement de ce que l'on appelle IDA, en anglais et AID en français. Il faut que ce fond soit reconstitué, le moment est venu de le faire de même qu'il faut que les fonds d'ajustement structurels soient renforcés, procédure qui avait été mise au point à la suite de l'initiative française à Venise en 1987 et qui a très bien fonctionné, soit également aujourd'hui confirmée et confortée. De la même façon, il convient de mettre en place dans les plus brefs délais tous les moyens qui concernent l'organisation mondiale du commerce et bien comprendre que ce n'est pas par la voix de l'unilatéralisme que l'on règlera les problèmes du monde en matière commerciale mais par la voix du multilatéralisme et donc de l'organisation mondiale du commerce. Enfin, toujours à Halifax, j'aurai l'occasion de dire combien l'Union européenne est attentive au renforcement de la sécurité nucléaire, notamment pour ce qui concerne l'usine de Tchernobyl.\

Dernier point Cannes. L'objet de ce dîner n'était pas naturellement de prendre des décisions, mais de sensibiliser les partenaires à un message qui devra être délivré à Cannes, selon lequel premièrement l'Europe doit progresser sans cesse et, à ce titre, la conférence intergouvernementale de 1996 doit être un succès, car l'Europe aurait beaucoup de mal à se relever si elle devait essuyer en 1996 un échec. L'Europe doit également prendre en compte les préoccupations des citoyens, davantage qu'elle ne le fait aujourd'hui, où elle s'est petit à petit coupée des opinions publiques et bureaucratisée de façon excessive. Dans cet esprit, pour ce qui concerne les progrès de l'Europe, nous avons évoqué le lancement de la conférence intergouvernementale en 1996 qui est bien engagée par le groupe de travail des responsables, généralement adjoints des ministres des affaires étrangères. Nous avons souligné l'importance et l'intérêt du livre vert, sur l'Union économique et monétaire, qui a été produit par la Commission et qui sera la base d'une réflexion approfondie sur le passage à l'Union économique et monétaire, tous les pays concernés étant déterminés à répondre aux exigences du Traité de Maastricht, et à faire en sorte que leur politique intérieure soit conforme à ces exigences. Nous avons également évoqué le problème des fluctuations monétaires, bien entendu, je n'ai pas besoin de développer ce thème. Deuxième point, donc la prise en considération des préoccupations des citoyens, nous avons bien sûr longuement évoqué le problème de l'emploi, la Commission a fait un travail important, qui va être présenté, sur l'éducation, sur la formation, sur les petites et moyennes entreprises, et aussi sur un certain nombre d'initiatives locales en faveur de l'emploi. Deuxièmement, nous sommes convenus qu'il fallait le plus vite possible démarrer les projets des grands réseaux de transport, qui sont également des éléments de création d'emplois. Cette affaire, qui est un peu ridicule, fait que nous avons décidé depuis longtemps de faire des grands projets, il y en a au total quatorze. Aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il n'y a pas assez d'argent pour financer les quatorze, parce que naturellement les techniciens font en sorte que les choses sont toujours plus chères et le résultat, c'est que tout est bloqué. Et alors c'est le monstre du Loch Ness, on en parle beaucoup, et on ne le voit jamais. Alors nous sommes convenus que cela ne pouvait pas durer, qu'il fallait que l'on engage les travaux en réduisant l'importance des projets pour qu'ils entrent dans l'enveloppe, ce qui est sans aucun doute possible £ et, le temps que les choses démarrent, il faut commencer par les projets qui sont prêts, parce qu'ils ne sont naturellement pas tous prêts.\

Nous avons également évoqué les problèmes de drogue et je vais dire très clairement à quel point ces problèmes étaient sensibles dans tous les pays européens - Helmut Kohl l'a également souligné fortement - et combien il était important qu'il y ait une véritable volonté, exprimée par la totalité des quinze, d'avoir une action forte, déterminée et homogène de lutte contre le fléau de la drogue. Nous avons également évoqué la sécurité en espérant que l'essentiel de nos divergences de vues d'ordre juridique concernant Europol seraient surmontées, et nous avons évoqué la

culture avec la proposition de directive de la Commission sur télévision sans frontières. Enfin, nous avons évoqué l'action extérieure de la Communauté. Nous avons eu un débat, cela va de soi, sur la Bosnie. Nous avons approuvé à l'unanimité la nomination de M. Carl Bildt, ancien Premier ministre suédois, qui remplace Lord Owen, et qui de surcroît se voit confier par l'Union européenne et la conférence de Londres et je n'en doute pas, par le groupe de contact, une mission d'initiative et de paix en Yougoslavie -, mission particulièrement orientée vers le contact avec l'ensemble des forces politiques ou militaires, qui sont actuellement sur le territoire de la Bosnie, mission qui pourra s'engager dès que l'ensemble des otages aura été libéré. Nous avons également évoqué la stratégie méditerranéenne de la Communauté et la stratégie à l'égard de l'Europe de l'Est et du centre, en pensant, en indiquant que probablement, s'agissant des pays de l'Europe orientale et centrale et de l'Europe méditerranéenne, nous arriverons sans difficultés à un accord, et nous souhaitons que cet accord puisse intervenir avant novembre prochain, puisque vous le savez, en novembre il y aura la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone. Et enfin, nous avons évoqué un problème difficile. Il concernent l'aide au développement, c'est-à-dire le huitième Fond Economique de Développement pour lequel, vous le savez, il y a des divergences d'appréciation, la Présidence française a fait des propositions, et ne saurait en aucun cas accepter une diminution du montant du 8ème FED par rapport aux chiffres qui ont été ceux du FED précédent, mais nous n'avons pas encore abouti à un accord et j'espère et je pense que cet accord pourra intervenir avant la réunion de Cannes de façon à ce que l'on ne perde pas de temps sur ce sujet et que l'on ne donne en aucun cas un signe négatif aux pays en développement. Voilà ce qui a été fait et dit au cours de ce dîner, mais, M. le Président Santer peut compléter ou donner une certaine orientation, une certaine vision de nos débats.\

M. SANTER.- Je dirai tout simplement qu'à la suite déjà des discussions que nous avons avec M. le Président de la République en sa qualité de Président en exercice de l'Union européenne mardi dernier, me sentant en plein accord avec les propositions de la Présidence nous cherchons certainement à réaliser ces propositions dans le cadre également du Conseil européen qui se tiendra à la fin de ce mois à Cannes. Je crois que Cannes doit effectivement donner un signal fort vis-à-vis de notre opinion publique pour que cette Europe, maintenant à quinze, où l'élargissement s'est fait sans aucun heurt vers les trois nouveaux états membres, que cette Europe, après une période d'hésitation, de doute, peut-être d'incertitude, est en marche et qu'elle progresse. Je crois que l'ordre du jour établi par la Présidence française va précisément donner un signal aux citoyens de cette Europe, précisément pour répondre également dans une certaine partie aux attentes des citoyens de l'Europe pour qu'effectivement l'opinion publique soit avertie que l'Europe se fait avec elle et pour elle.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez donc confirmé la nomination de M. Carl Bildt comme médiateur européen pour la Bosnie, mais vous avez ajouté qu'il aurait une mission supplémentaire, est-ce que cela signifie qu'il deviendra le médiateur unique du groupe de contact dont on a déjà parlé il y a quelque temps ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite et je le pense.

- QUESTION.- Est-ce que vous pouvez un peu expliciter la mission nouvelle qui lui sera confiée par rapport à celle qu'avait Lord Owen ?

- LE PRESIDENT.- C'est une mission de contact et de médiation avec l'ensemble, je le répète, des forces politiques, voire militaires de Bosnie. Il aura pour conseiller militaire unique, le Général de la Presle qui a été l'ancien commandant de la FORPRONU et qui a une très bonne connaissance du pays, des problèmes et des hommes, qui a déjà fait quelques missions juste avant les prises d'otages et donc, ce que nous demandons à M. Carl Bildt, c'est de faire progresser par les contacts personnels les hypothèses de paix en Bosnie..

- QUESTION.- Monsieur le Président, en ce qui concerne la Bosnie, avez-vous évoqué de nouvelles initiatives ?

-LE PRESIDENT.- Le Premier ministre britannique et moi-même, nous avons indiqué dans quel esprit était créée la Force de Réaction Rapide composée pour le moment de soldats britanniques et français, moitié-moitié, plus un contingent de parachutistes hollandais, mais auquel devrait,

dans les jours qui viennent, je pense, se joindre un ou deux autres contingents appartenant à d'autres pays de l'Union européenne. Cette force qui se battra sous ces couleurs, n'est pas une force d'agression, c'est une force qui a pour objet de faire en sorte que les soldats de la FORPRONU ne soient plus, comme cela a été trop souvent le cas, agressés ou humiliés, car ce n'est pas acceptable. Donc, elle est dotée des moyens de venir immédiatement en aide à des soldats de la FORPRONU qui seraient en mauvaise position, les moyens de contre-attaquer et de reprendre des positions dont les soldats de la FORPRONU auraient pu être chassés, ce qui veut dire qu'en terme de matériels blindés, d'artillerie et d'hélicoptères, elle est dotée de ce qui est nécessaire. Elle sera naturellement, sous le commandement de la FORPRONU, du général commandant la FORPRONU.\

QUESTION.- Croyez-vous que le Conseil européen à Cannes va décider le nom de la monnaie unique ? Deuxièmement, est-ce que vous pensez qu'il est nécessaire de prolonger la conférence intergouvernementale l'année prochaine pour assurer son succès, c'est-à-dire prolonger la conférence jusqu'au moment où il y aura une élection au Royaume-Uni et vous aurez un nouveau gouvernement pour négocier ?

- LE PRESIDENT.- Le premier point n'est pas à l'ordre du jour. Pour le deuxième, nous verrons ce que font les Anglais. Les Anglais ont pour caractéristique de ne pas avoir de date fixe pour ce qui concerne leurs élections et, par conséquent, il est difficile de se caler sur leur propre prévision électorale pour une conférence comme celle-là. Je crois que nous sommes décidés à faire en sorte que pour l'été, la conférence intergouvernementale ait abouti.\

QUESTION.- Y a-t-il eu ce soir une volonté de démontrer que l'Europe seule peut résoudre des conflits qui éclatent sur son propre territoire sans l'aide du grand frère américain, qui, visiblement, s'en désintéresse ?

- LE PRESIDENT.- Je ne dirais pas qu'il s'en désintéresse, mais il arrive aux Américains de prendre des initiatives, la preuve : le bombardement aérien qui a eu pour conséquence parce qu'il a été décidé, comme une fin en soi, comme des représailles et non pas comme un élément d'une stratégie qui a eu je le répète pour conséquence la prise de trois cent cinquante ou quatre cents otages. On ne peut pas dire que les Américains s'en désintéressent. D'autre part, les Américains sont impliqués dans cette affaire dans la mesure où ils se sont engagés en cas de retrait de la FORPRONU à mettre à terre, dans les airs et sur l'eau les moyens nécessaires qui sont relativement lourds pour faciliter le retrait de la FORPRONU. Ceci étant, il appartient, c'est vrai, au pilier européen de défense de se développer tout naturellement dans le cadre, cela va de soi, du renforcement par ailleurs nécessaire, du lien transatlantique.\

QUESTION.- Un des engagements, enfin un des objectifs de la Présidence française définis lors du sommet d'Essen était la réalisation d'Europol, où en est-on exactement ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur Santer va peut-être répondre à cette question parce qu'il l'a suivie particulièrement.

- M. SANTER.- En ce qui concerne Europol, effectivement il y avait des engagements pris à Essen et actuellement des progrès d'ailleurs sous la présidence française ont été réalisés de sorte que je ne désespère pas qu'Europol puisse voir le jour même si à l'heure actuelle il y a encore certaines questions juridiques qui se posent. Je crois, avec un peu d'effort de toutes les parties concernées, que l'on devrait pouvoir arriver et je l'espère avant Cannes à un accord sur Europol. Je crois que tout le monde est d'accord sur l'objectif d'Europol et si la volonté y est, on devrait trouver également une solution à ce problème.\

QUESTION.- Les Américains ont été capables de libérer un pilote. Est-ce que l'Europe est capable de libérer cent quarante-cinq otages ?

- LE PRESIDENT.- Cher monsieur, cette question n'a pas, à proprement parler, de sens, car une chose est une opération de récupération d'objectifs isolés dans un ensemble inoccupé et les Américains l'ont fait brillamment. Je voudrais à ce sujet redire combien je me suis réjoui du succès de cette opération et naturellement du retour à la civilisation du pilote en question. Mais, cela n'a rien à voir avec des otages. Il n'était pas otage. On ne va pas chercher des otages comme on va chercher un objectif isolé. Et quand il s'agit d'otages, la meilleure négociation, c'est la négociation politique qui permet les libérations. Les opérations de type militaire auxquelles on

la négociation politique qui permet les libérations. Les opérations de type militaire auxquelles on peut penser dans certains cas, pas dans le cas qui nous occupe en ce moment sont des opérations à très haut risque.

- QUESTION.- Quelles sont les qualifications les plus importantes de M. Carl Bildt pour être votre envoyé en Bosnie ?

- LE PRESIDENT.- L'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement se sont mis tout naturellement et spontanément d'accord sur le nom de M. Carl Bildt parce que nous le connaissons bien et nous savons que c'est un homme à la fois intelligent, actif, capable et qui a toutes les qualités pour remplir une mission délicate, voilà. Nous ne lui avons pas fait passer un examen, n'est-ce pas ?

QUESTION.- Monsieur Santer, vous avez discuté de l'Union économique et monétaire est-ce que quelque chose a été dit au sujet de la position britannique ? Considérant que M. Major a encore dit ce week-end que les conditions pour que la Grande-Bretagne rejoigne un système de monnaie unique pourraient ne jamais exister ?

- M. SANTER.- Non, on a tout simplement pris en compte le Livre Vert tel qu'il a été présenté par la Commission et je crois pouvoir dire sous le contrôle du Président de la République que tous les participants, tous ceux qui ont pris la parole sont intervenus favorablement et se sont félicités d'ailleurs du Livre Vert et également, John Major qui a dit clairement qu'il est prêt à discuter sur le Livre Vert qui sera à l'ordre du jour du Conseil européen de Cannes. De toutes façons la Grande-Bretagne est dans une situation plus que confortable en ce qui concerne la monnaie unique, étant donné qu'elle bénéficie de la clause "OP. OUT" c'est à elle de décider quand elle rejoindra la monnaie unique ou non. C'est donc qu'elle est dans une situation confortable d'attente et se sont certainement ses propres intérêts qui vont déterminer en fin de compte si elle va rejoindre la monnaie unique ou non.

- LE PRESIDENT.- M. Major ayant d'ailleurs précisé que pour autant, il ferait en sorte que les critères de convergence soient également atteints en Grande-Bretagne dans les conditions prévues par le Traité de Maastricht.\

QUESTION.- Vous avez évoqué la date du mois de novembre pour aboutir à un accord sur la stratégie pour la Méditerranée et l'Europe centrale et de l'Est, mais cela me frappe parce que l'on pensait qu'il y avait un accord général sur les indications stratégiques sur ces deux stratégies et que ce qu'il manquait c'était seulement, c'était dans la fixation des chiffres des quantités pour les aides pluriannuelles. Est-ce que l'on doit attendre jusqu'à la conférence de Barcelone pour avoir des résultats à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Il y a une proposition de la présidence française sur les chiffres qui devraient être retenus pour la période des cinq années à venir, à la fois pour l'Europe méditerranéenne et pour ce que l'on appelle les PECO, c'est-à-dire les pays d'Europe centrale et orientale, j'espère que cette proposition sera retenue et que la décision sera prise à Cannes. J'ai simplement indiqué qu'en toute hypothèse, il serait dommage, et M. Felipe Gonzalez a insisté sur ce point, que ce problème ne soit pas réglé avant la conférence de Barcelone.

- QUESTION.- Vous avez rencontré, ces derniers temps, plusieurs chefs d'Etat et responsables du monde arabe et musulman, les avez-vous tenus informés de ce qui se passait en Bosnie et leur avez-vous demandé une assistance plus particulière ?

- LE PRESIDENT.- Je les ai naturellement tenus informés à la fois de ce qui se passait en Bosnie et de la politique européenne et française en Bosnie, et il va de soi, que dans la mesure de leurs possibilités, je leur ai demandé de plaider pour le renforcement de la paix.

- Je vous remercie.\